

Communiqué de presse

Qualité de vie et transition écologique des territoires

3^{ème} édition de l'Observatoire des usages et représentation des territoires

Le 1^{er} Octobre 2021

La 3^{ème} édition de notre Observatoire des usages et représentations des territoires le confirme : **vivre en ville apparaît de plus en plus comme un oxymore et les aspirations à l'exode s'intensifient chez les hyper-urbains.** C'est là une tendance lourde et la crise sanitaire semble avoir à la fois accentué les malaises, affuté la recherche de nouveaux équilibres de vie et créé, pour certains, des conditions plus favorables à la transformation de ces velléités en réalité.

Pour cette 3^{ème} édition de cet Observatoire créé en 2017 par L'ObSoCo et Chronos et soutenu à nouveau cette année par l'ADEME, l'Agence de la Transition Ecologique, et Bouygues Construction, nous nous sommes penchés sur la façon dont les Français redéfinissent leurs besoins en matière de cadre de vie. Qu'attendent-ils de leur territoire ? Alors que leurs attentes redoublent en matière d'écologie et que le lien entre environnement et modes de vie contemporains est clairement établi pour une large majorité d'entre eux, que sont-ils prêts à changer au niveau individuel ? Quels défis se posent de manière explicite aux territoires et tout particulièrement aux villes ? Et quelles stratégies de résilience apparaissent acceptables ?

L'ambition de cet Observatoire est de mieux comprendre les nouveaux désirs et aspirations des Français·es afin de livrer des clés pour repenser territoires et manières de faire la ville, les faire converger et créer les conditions d'une bonne, voire d'une meilleure, qualité de vie, en adéquation avec les enjeux liés à la transition écologique et au changement climatique.

En partenariat avec

CHRONOS


**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

ADEME

AGENCE DE LA
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

**BOUYGUES
CONSTRUCTION**

Les envies d'ailleurs se renforcent : des effets leviers de la crise sanitaire ?

- Plus d'un Français sur 2 (55%) aimeraient déménager pour aller vivre ailleurs, en hausse de 7 points par rapport à 2017. Ce désir de vivre ailleurs s'assortit en outre d'un potentiel non négligeable de passage à l'acte : 63% des personnes qui aimeraient vivre ailleurs envisagent sérieusement de sauter le pas d'ici 5 ans, dont 31% en sont certains : cela représente 17% de la population globale. **En extrapolant, ce sont donc 14 millions de Français qui déménageraient dans les prochaines années dont 7,7 qui l'envisagent certainement.**
- Et la crise sanitaire aura renforcé ces aspirations, comme elle semble aussi devoir accélérer leur transformation : ainsi, **60% des individus qui ont mal vécu le confinement aimeraient vivre ailleurs.** En comparaison, ils ne sont que 49% chez les individus qui l'ont bien vécu. De même, la diffusion inédite du télétravail à l'occasion de la crise sanitaire semble avoir un impact en la matière : **63% des actifs en capacité de télétravailler nous disent souhaiter vivre ailleurs,** pour seulement 54% de ceux dont l'activité ne permet pas de travailler à distance.
- Pour les plus aisés, la double résidence peut aussi permettre de concilier les aménités de la ville avec les aspirations au calme et à la tranquillité. Ainsi, **13% des personnes ayant la possibilité de recourir au télétravail envisagent l'achat d'une résidence secondaire,** pour 6% de ceux qui ne peuvent pas travailler à distance.
- Si le télétravail apparaît comme un levier pour concrétiser les envies d'ailleurs, **nombre d'actifs se disent également prêts à reconsidérer leur situation professionnelle pour rejoindre leur cadre de vie idéal.** Ainsi, 44% des actifs occupés qui aimeraient déménager pourraient envisager de reconsidérer leur situation professionnelle pour ce faire : 22% changer d'employeur, 13% changer complètement de métier ou de secteur et 9% arrêter de travailler. On a vu combien, depuis ses débuts, la crise sanitaire avait été propice à réenvisager ses priorités de vie, en voici un indice supplémentaire dont l'impact sur les territoires pourrait ne pas être négligeable.
- On le voit : **des mouvements se préparent qui risquent aussi d'accroître les fractures dans notre société.** Car tout comme l'accès à la résidence secondaire, le télétravail reste l'apanage des catégories socioprofessionnelles supérieures où il est nettement plus diffusé (66%) que parmi les CSP- (25%). C'est aussi chez ces catégories les plus modestes de la population que l'on constate le plus de freins financiers à la concrétisation des projets de déménagement.

La crise de la ville

- Derrière ces aspirations se dessine une **véritable crise de la ville et surtout de l'hyper-ville.** Alors que 55% des Français aimeraient déménager pour aller vivre ailleurs, cette aspiration se révèle particulièrement prégnante chez les urbains : elle concerne 71% des Franciliens et 62% des habitants des villes centres des métropoles.
- Les représentations associées à la ville se dégradent encore par rapport à la 1^{ère} édition de l'Observatoire en 2017 qui apparaît certes comme un territoire fonctionnel, mais de moins en moins humain. De fait et si celle-ci est reconnue pour son offre de commerces, de loisirs, de culture ou d'emplois, en revanche, pour les Français, il ne fait pas bon y vieillir, y élever ses enfants ou tout simplement s'épanouir.

Ainsi, **67%** des personnes interrogées considèrent que la ville n'est pas un endroit où il est agréable d'habiter (dont **36% pas du tout**).

- Ce qui semble le plus faire défaut à ces urbains en quête d'ailleurs ? **Le contact avec la nature, un environnement favorable à la santé et l'espace.** Dès lors, l'attrait pour les villes petites et moyennes se renforce, les Français louant leur capacité à offrir calme et tranquillité à leurs habitants tout en leur assurant mobilité apaisée et proximité avec nombre d'aménités. Dans l'idéal, **28% d'entre eux préféreraient ainsi vivre dans une petite ville ou un village en périphérie d'une grande ville**, 19% dans une ville de taille moyenne et une même proportion dans une petite ville ou un village éloigné des grands pôles urbains. A l'inverse, les grandes villes ou métropoles ne font clairement plus rêver : 9% aspireraient à vivre en leur centre, 9% en périphérie. Quoiqu'il en soit, à bien observer ces réponses, tout se passe comme si chacun souhaitait désescalader l'échelle de l'urbanité pour descendre « un cran en dessous ».
- Ces aspirations massives à habiter à proximité de la nature résonnent avec les **26% de Français interrogés qui mentionnent « un environnement favorable à la santé »** comme critère important de leur cadre de vie idéal. Pour près d'un Français sur 10 c'est même le critère cité en premier. Et quand on leur demande de préciser les attributs de ce territoire aspirationnel, pour 65% d'entre eux, il s'agit **d'habiter dans un environnement non pollué.** « Pollution » : le terme qui est d'ailleurs le plus fréquemment associé à la ville, en hausse là encore par rapport à 2017...
- C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'importance, pour **81% des Français, de l'introduction ou du développement de la nature en ville** (dont 36% pour qui c'est *très* important et 42% des métropolitains). Tout se passe comme si la nature apparaissait comme un levier de résilience majeur pour les territoires. En ville, elle permettrait selon les enquêtés d'aligner un grand nombre de bénéfices, articulant les **bienfaits pour la protection de l'environnement et les effets positifs sur la santé et le bien-être des habitants.**

Les territoires au défi de la transition écologique

- Cette recherche de nouveaux équilibres de vie semble être l'écho à un niveau individuel/micro d'attentes fortes à un niveau plus global/macro. On le sait : la préoccupation environnementale n'a fait que se renforcer au cours des toutes dernières années dans les esprits des Français. Et si aujourd'hui elle est aussi forte, c'est précisément parce que cette inquiétude est désormais reliée à la vie quotidienne des Français. Ce faisant, ils sont **70% à se dire inquiets des conséquences potentielles du changement climatique sur la qualité de vie au sein de la région qu'ils habitent** (dont 18% *très inquiets*). Une inquiétude plus prégnante encore chez les plus jeunes dont un quart se dit *très* inquiets, ainsi que chez les habitants des zones denses.
- Les craintes suscitées par le changement climatique apparaissent multiples et éclatées : qu'il s'agisse de **canicules** (48% de citations parmi ce qui est le plus redouté), **d'orages et pluies violents** (45%), de **sécheresse** (34%) ou **d'inondations** (30%).
- Et cette inquiétude est susceptible, pour **37% des personnes concernées, de leur faire reconsidérer l'endroit où ils habitent.** Car la confiance des Français dans la **capacité de résilience de leurs territoires** face aux conséquences du changement climatique est toute relative : 33% se montrent confiants (seulement 3% tout à fait), quand à l'inverse 50% ne le sont pas (et 15% *pas du tout*). **On repère quelques variations géographiques** : la Bretagne, la Bourgogne France Comté, les Pays de la Loire ou la Nouvelle Aquitaine

bénéficiant d'un meilleur niveau de confiance que l'Auvergne Rhône Alpes, l'Île de France ou la région PACA. On note en revanche très peu de différences en fonction de la taille d'agglomération.

- Ce faisant, nous avons soumis aux enquêtés un certain nombre de stratégies destinées à opérer la transition écologique des territoires et notamment de la ville. Parmi elles, la plus connue (d'un peu plus d'un Français sur deux) mais aussi la plus crédible, efficace et souhaitable, est la **végétalisation des bâtiments**. Plus en retrait en termes de notoriété (un petit tiers des enquêtés) mais jugées également crédibles, efficaces et souhaitables une fois explicitées : **l'agriculture urbaine et les écoquartiers**. De même, bien qu'un peu plus en retrait que la stratégie de **zéro-artificialisation des sols (qui pâtit cependant d'une très faible notoriété)**. Quant aux **péages urbains**, ils s'avèrent plus connus (37% de notoriété) mais jugés crédibles, efficaces et souhaitables que par une **courte majorité de Français**.

Des envies d'ailleurs qui participent de l'envie de changer de modes de vie

- Si l'impact du changement climatique sur la qualité de vie au sein des territoires est redouté par une majorité de Français, le lien est également clairement établi, dans l'opinion, entre la situation de l'environnement et du climat et nos modes de vie contemporains. Et de ce fait, **89% des personnes interrogées dans notre Observatoire pensent qu'il conviendrait nos modifier ces derniers**. Un Français sur 5 appelle à une modification radicale (20%), **40% estiment que des changements importants doivent être réalisés** et 29% seulement quelques changements.
- Ce qui correspond à des transitions écologiques individuelles est en outre déjà entamé. Interrogés sur leur disponibilité à adopter un certain nombre de changement en matière de consommation, de logement, de mobilité ou de vacances et loisirs, **une proportion non négligeable pouvant aller d'un Français sur 10 à 1 Français sur 3 dit avoir déjà changé en la matière**. Une large majorité se dit par ailleurs prête à changer. Et c'est sans nul doute aussi ce qui participe de l'envie de vivre ailleurs.
- On notera cependant que ces **dispositions sont souvent relativement peu intenses** (il est davantage de personnes se disant *plutôt* prêtes que *tout à fait* prêtes à changer), ce qui augure certainement d'une **lente transformation comme le sont les changements de comportements de façon générale**.
- Par ailleurs, on compte aussi des opinions qui, pour être minoritaires n'en sont pas moins parfois très polarisées et montrent de **réelles résistances sur certains sujets** (ainsi par exemple, 1 Français sur 10 n'est pas du tout prêt à manger sensiblement moins de viande, une même proportion n'est pas du tout prête à moins utiliser ses appareils électroniques, 17% ne sont pas du tout prêts à diminuer ou abandonner l'usage de leur voiture personnelle...).

Méthodologie

La 3^{ème} édition de l'Observatoire des usages et représentations des territoires s'appuie sur une enquête auprès d'un échantillon de 4000 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 75 ans.

L'enquête a été réalisée en ligne par L'ObSoCo sur le panel de Respondi du 17 au 30 juin 2021.

La représentativité de l'échantillon a été établie suivant la méthode des quotas selon les critères suivants : âge, sexe, région et taille de l'agglomération de résidence, catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme.

Afin d'assurer une bonne représentativité des différentes strates du territoire, celle-ci a été établie non seulement au niveau national mais également au niveau régional. A l'issue du terrain de l'enquête, les données ont été redressées (au niveau régional, puis au niveau national) sur l'ensemble des critères ayant servi de quotas.

A propos de L'ObSoCo

Nous sommes dans une période de transformation profonde de la société, de l'économie et du commerce. Aspiration des individus à vivre et consommer « autrement », fragmentation croissante de l'espace public et des marchés, défiance généralisée à l'égard des entreprises et des institutions, défi de la contrainte écologique, disruptions technologiques, tensions durables sur le pouvoir d'achat des ménages... le système de développement capitaliste est en mutation. Dans son sillage, ce sont les modèles économiques d'entreprise et l'organisation des activités visant la satisfaction des attentes des citoyens et consommateurs qui sont en cours de redéfinition vers de nouvelles formes de création de valeur. Ce contexte exige de se doter de nouveaux concepts et se forger de nouvelles grilles de lecture, permettant d'appréhender la nouveauté et d'accompagner les acteurs économiques dans leurs stratégies d'adaptation. Cette vision fonde la vocation de L'ObSoCo.

www.lobsoco.com

Contact : Agnès Crozet – Secrétaire générale – a.crozet@lobsoco.com – 09 81 04 57 85

A propos de Chronos

Co-fondateur de l'observatoire des usages et représentations des territoires, [Chronos](#) est un cabinet d'études et de prospective qui, depuis plus de 20 ans, décrypte les nouveaux usages et l'évolution des modes de vie dans les villes et les territoires (mobilités, travail, consommation, habitat, espaces publics, numérique...). Ses compétences s'organisent autour de quatre domaines d'activités : études et analyses, prospective, accompagnement du changement, innovation & recherche. Chronos est une marque d'[Auxilia](#), cabinet de conseil expert en transition socio-écologique qui accompagne collectivités et entreprises dans leur transition vers un développement soutenable et résilient, en mobilisant les acteurs pour imaginer leur territoire de demain et mettre en œuvre le changement. Les transitions - sociale, écologique et numérique - et leurs impacts sur les organisations et les territoires constituent le fil rouge des activités de Chronos – Auxilia. Chronos et Auxilia sont des entreprises sociales et appartiennent au [Groupe SOS](#).

Contact : Estelle Deviller - Responsable Marketing & Communication - estelle.deville@groupe-sos.org - 06 20 45 74 56

En partenariat avec



A propos de l'ADEME

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

A propos de Bouygues Construction

Avec 58 000 collaborateurs responsables et engagés dans plus de 60 pays, Bouygues Construction conçoit, réalise et exploite des projets dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics, des énergies et des services.

Leader de la construction durable, le groupe fait de l'innovation partagée sa première valeur ajoutée et place la santé et la sécurité comme des priorités absolues. Il s'est engagé à baisser de 30% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et propose à ses clients une large gamme de solutions bas carbone.

En 2020, Bouygues Construction a réalisé un chiffre d'affaires de 12 milliards d'euros.

Contacts presse : Marie Pinot +33 7 61 64 22 81 – m.pinot@bouygues-construction.com

Retrouvez toutes nos actualités sur <https://mediaroom.bouygues-construction.com>